



La prise de parole du Président de la République à la Tribune des Nations-Unies, lors de sa 70^{ème} AG retient l'attention des quotidiens parus ce jour. Le fait qu'il ait omis d'aborder la question des îles Eparses a notamment suscité la réaction des quotidiens d'opinion. La rencontre entre les présidents nationaux des partis TIM et HVM a également fait couler beaucoup d'encre, Marc Ravalomanana et Rivo Rakotovoava ayant conclu une alliance entre les deux formations politiques majeures.

Processus électoral

CUA : PASSATION DE SERVICE ENTRE LALAO RAVALOMANANA ET L'ACTUEL PDS EN ATTENTE

D'après les informations qui ont circulé depuis hier matin, la passation de service entre la nouvelle mairesse Lalao Ravalomanana et le PDS actuel, le colonel Joseph Ramiharamanana devrait se tenir ce jour. Toutefois, ce rendez-vous a été mis en stand-by, vu que le Tribunal Administratif n'a pas encore notifié les parties intéressées des résultats officiels des élections communales dans la capitale. Selon le PDS sortant, la notification du TAF doit obligatoirement figurer dans les dossiers de passation. (L'Express de Madagascar p.5)

- **Les Nouvelles** fait remarquer que la passation de service a déjà débuté pour certaines communes du district d'Atsimondrano. Quant à la cérémonie attestant la prise de fonction de Lalao Ravalomanana, elle attend encore l'effectivité de la formation octroyée par le ministère de l'Intérieur (p.2)
- La passation de service entre le nouveau maire de la Commune urbaine d'Antsiranana, Djavozara Jean Luc et le PDS sortant Jafimanjo, s'est effectuée hier au bureau de la mairie et en présence du préfet de région Marcel Banona ainsi que du personnel de la commune. (**La Vérité** p.2 ; **La Gazette de la Grande Ile** p.4)
- Le secrétaire Général du ministère de l'Intérieur Philibert Andriamanantsoa s'est rendu à Antsirabe afin de procéder à la formation des nouveaux maires et leur faire part des dernières consignes concernant la passation de service. (**Takoritsika** p.2)

Relations internationales

DISCOURS DU PRM A L'AG DE L'ONU : POUR LA SOLIDARITE NORD-SUD

Dans son discours à la tribune des Nations-Unies, Hery Rajaonarimampianina a sollicité les pays du Nord à faire valoir davantage de solidarité envers les états du Sud et ce, dans le cadre de la politique d'aide et du principe de la solidarité entre les Etats. Le Chef de l'Etat a profité de son allocution pour « régler ses comptes » avec le FMI et pointer du doigt les conditionnalités qu'il impose, dans la mesure où ce bailleur tarde à autoriser le décaissement des aides de Madagascar. « Les conditionnalités des financements ne doivent en aucun cas pénaliser les pays et les peuples déjà vulnérables », argue le Président de la République. Le PRM a par ailleurs souligné la volonté de l'administration pour se conformer aux efforts requis par les urgences mondiales, tels que la protection de la biodiversité ou les droits de l'Homme, l'accès à l'eau potable ou encore le changement climatique. A ce sujet, le Chef de l'Etat a soutenu que « les pays en développement ne sont pas les premiers responsables des causes du dérèglement climatique, alors qu'ils en paient de lourds tributs. (...) Madagascar subit systématiquement les conséquences des changements climatiques entraînant des pertes agricoles, des destructions d'infrastructures sociales de base et qui

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



anéantissent les efforts engagés pour le développement économique et social du pays ». Le Président Rajaonarimampianina reconnaît également l'échec de l'atteinte des objectifs du millénaire (OMD) pour l'horizon 2015 et estime que les pays développés y ont également leur part de responsabilité. (L'Express de Madagascar p.6 ; Midi Madagasikara p.3)

- Le Président de la République a insisté sur le fait que cette 70^{ème} Assemblée Générale des Nations-Unies est une occasion pour mettre en place l'agenda post-2015, afin d'instaurer un avenir ambitieux et prometteur pour de nombreux pays. (Madagascar Laza p.3)
- Le Chef de l'Etat s'est engagé à la tribune de l'ONU à tout mettre en œuvre pour concrétiser les nouvelles politiques de développement durables. (Les Nouvelles p.3)
- « Banalités et contre-vérités, rien sur les îles Eparses », titre **La Vérité** pour son article traitant du discours prononcé par le Président de la République à la Tribune de l'ONU. De l'avis du quotidien, Hery Rajaonarimampianina a évité comme la peste d'aborder le sujet délicat des îles Eparses, une question qui figurait pourtant dans l'ordre du jour de cette 70^{ème} Assemblée Générale. (p.3)
- De l'opinion de **Tia Tanindrazana**, le Chef de l'Etat a omis de parler des îles Eparses durant son allocution pour éviter de contrarier la France, qui devra d'ailleurs octroyer un financement dans le cadre de l'organisation du Sommet de la Francophonie en 2016. (p.3)
- De l'avis de **Madagascar Matin**, le discours de Hery Rajaonarimampianina est certes bien ficelé, comme d'habitude, mais est loin de refléter la réalité, comme toujours. (p.4)
- Hery Rajaonarimampianina doit songer sérieusement à une présidentielle anticipée, en prenant l'exemple sur son homologue seychellois James Michel, en marge du discours de ce dernier au Sommet de l'ONU. En effet, ces Chefs d'Etats sont tous les deux au cœur des critiques, sauf que le Président seychellois est conscient de sa situation, opine **L'Observateur** (p.2)

COOPERATION CCIA-AFD : OUVERTURE D'UNE ECOLE SUPERIEURE EN INFORMATIQUE EN 2016

Une Ecole Supérieure des Technologies de l'Information (ESTI) sera mise en place à Madagascar l'année prochaine, grâce à la signature, hier, de la convention de financement entre l'Agence Française de Développement (AFD) et la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo (CCIA). D'après Gil Razafintsalama, vice-président de la CCIA et non moins président de GOTICOM ou Groupement des Opérateurs en Technologie de l'Information et de la Communication à Madagascar, ce financement à hauteur de 2 millions d'Euros servira notamment à la réhabilitation et à l'extension du bâtiment de la CCIA, qui abritera l'ESTI ainsi qu'à l'équipement et au fonctionnement du centre pour une durée de 3 ans. « Une subvention de cinq cents mille Euros financera la réalisation d'une étude sur le mécanisme de mise en place d'un fonds de financement de la formation professionnelle, pilotée par un comité paritaire public-privé », conclut le vice-président de la CCIA. (Midi Madagasikara p.4 ; L'Express de Madagascar p.8 ; Madagascar Laza p.8, Les Nouvelles p.18)

ATTALAH BEATRICE ELARGIT LES HORIZONS

Madagascar Laza rapporte l'opinion de la ministre des Affaires Etrangères selon laquelle une réunion de haut niveau, comme l'AG des Nations-Unies à New York, constitue une opportunité pour nouer des liens et consolider les coopérations. A cet effet, la Chef de la diplomatie malgache explique l'objet de ses rencontres avec diverses personnalités politiques étrangères en marge de cette 70^{ème} AG de l'ONU, à savoir son homologue italien Paolo Gentiloni, du Monténégro Igor Luksic, avec le Premier ministre des Emirats Arabes-Unis Reem Al Hashimi Ebrahim et enfin avec le Secrétaire Général Adjoint du CNU-CED, Mukhisa Kituyi. Ces entretiens portent essentiellement sur l'élargissement de la coopération entre la Grande île et les pays précités. (p.3)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



LES ETATS-UNIS LANCE LA LOTERIE DU VISA DIVERSITE GREEN CARD

Le Consul des Etats-Unis Michael Richards a tenu une conférence de presse, hier au Centre de Presse d'Antsakaviro, afin d'informer de l'ouverture officielle de la loterie pour obtenir une carte verte permettant de s'établir aux USA. La population américaine est formée par des immigrants et la diversité est encouragée, d'où le programme « Diversity VISA ». « La participation à la loterie est gratuite cependant les services liés à l'obtention du VISA seront payants » explique le Consul des Etats-Unis. A noter que les conditions de l'obtention dudit VISA sont limitées à la possession du diplôme de baccalauréat, à l'âge minimum de 18 ans révolus et à une expérience professionnelle probante. (L'Express de Madagascar p. 8; Madagascar Laza p. 5)

Politique

UNE ALLIANCE TIM-HVM EN VUE

Marc Ravalomanana et Rivo Rakotovoao, respectivement président national des partis TIM et HVM, se sont rencontrés hier à Anosy, dans les locaux du ministère d'Etat en charge des Projets présidentiels et de l'Aménagement du territoire. A l'occasion du point de presse conjoint tenu en marge de la rencontre, les deux personnalités ont déclaré que cet entretien d'une durée d'une heure, portait essentiellement sur les pistes de collaboration entre les deux formations politiques pour le développement du pays. Quoiqu'il en soit, aucun détail précis sur la concrétisation de ce rapprochement entre l'ancien et l'actuel parti au pouvoir n'a été communiqué. Les conséquences de cette alliance officielle seront sans doute visibles au niveau de l'Assemblée nationale en ce sens que les députés TIM voteront assurément pour l'adoption du projet de loi sur la CENI, qui est d'ailleurs la raison d'être de l'actuelle session parlementaire extraordinaire. Marc Ravalomanana n'a pas non plus caché que l'avenir de TIKO a également été abordé lors de la rencontre. La remise sur les rails de son industrie agroalimentaire constitue donc une des principales conditions de sa main tendue. De son côté, le HVM est toujours à la recherche d'une majorité au niveau de la Chambre Basse. L'équilibre des forces dans le futur Sénat reste également à déterminer et ce, malgré la large victoire du HVM en matière de nombre de sièges obtenus lors des communales. (L'Express de Madagascar p.3 ; Midi Madagasikara p.3 ; Madagascar Laza p. 3)

- En marge de la rencontre entre Marc Ravalomanana et Rivo Rakotovoao hier, le président du HVM a confirmé l'existence du Mémoire de stabilité, en précisant que des députés ont déjà signé le document, bien que cela ait été fait en leur nom personnel sans engager leur parti politique. De son côté, le numéro un du parti TIM a fait savoir que ses députés signeront ledit Mémoire de stabilité. (Madagascar Laza p. 2)
- L'influence de cette alliance TIM-HVM sur le remaniement gouvernemental imminent n'est pas encore déterminée. En effet, Rivo Rakotovoao a fait part des limites possibles de ce rapprochement, en affirmant qu'« il ne signifie pas automatiquement qu'il y aura une symbiose totale. Nous allons collaborer pour soutenir le programme du Chef de l'Etat, mais lors des élections, par exemple, il est logique que chacun veuille avoir le maximum de sièges ». L'Express de Madagascar (p.3)
- Tia Tanindrazana fait les éloges de Marc Ravalomanana en soulignant que le fondateur du parti TIM est indispensable au redressement du pays. Le quotidien avance le tact et la diplomatie adoptés par « Dada », ce dernier étant ouvert au dialogue et aux concessions. (p.2-3)
- L'ancien Chef d'Etat s'est comporté comme un supérieur de Rivo Rakotovoao, car seuls le Premier ministre et le Chef de l'Etat peuvent interpellier le numéro deux du gouvernement sur

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



ses activités dans son département. Marc Ravalomanana se croit déjà à la tête du pays, juge **La Gazette de la Grande Ile (p.5-12)**

- **L'Observateur** considère cette alliance du TIM-HVM comme une tactique de Marc Ravalomanana en vue des présidentielles de 2018. « On peut dire qu'il tisse ses toiles sans faire d'Etat d'âme sur ce qu'il a subi depuis 2009 », opine le quotidien. (p. 3)

MARC RAVALOMANANA MET EN GARDE LES AUTEURS DE REMBLAIS ILLICITES DANS LA CAPITALE

Marc Ravalomanana pointe du doigt les projets de remblayage de rizières et de marais qui prolifèrent actuellement dans la capitale et compte traquer tous les travaux qui n'ont pas obtenu d'autorisation. « (...) Ces projets de remblaiement en cours sont illégaux », affirme l'ex Chef d'Etat, en se basant sur les dires du ministre d'Etat Rivo Rakotovo, en marge de leur rencontre d'hier. Cette décision de l'ancien Président constitue un cheval de bataille idéal pour se racheter, opine **L'Express de Madagascar**. Le quotidien rappelle en effet que le remblaiement des rizières d'Andohatapenaka faisait partie des sujets délicats qui ont contribué à son départ forcé du pouvoir en 2009. Selon les bruits qui courent, le BIANCO aurait déjà ouvert des enquêtes sur certains cas. **p.5 ; Madagascar Laza p.3)**

SESSION EXTRAORDINAIRE : LE PROJET DE LOI SUR LA CENI SERA VOTÉ JEUDI

Le projet de loi sur la CENI sera débattu et voté en séance plénière au niveau de l'Assemblée Nationale jeudi prochain. Cette décision a été connue hier, lors de la séance d'adoption de l'ordre du jour de la session extraordinaire. Le projet de textes soumis par l'Exécutif, qui compte 118 articles compris dans 22 pages, sera étudié durant trois jours de travaux de commission, à partir d'aujourd'hui. Par ailleurs, 67 députés, y compris les parlementaires des groupes parlementaires MAPAR et du TIM, ont adopté l'ordre du jour de cette session extraordinaire tandis que les députés du groupe parlementaire VPM-MMM ont raté le vote, étant arrivés en retard à l'Hémicycle. Ces derniers ont d'ailleurs exprimé leur mécontentement vis-à-vis du déroulement de la séance plénière d'hier dans la mesure où le programme n'a pas respecté celui déterminé lors de la conférence des présidents. (**L'Express de Madagascar p.5 ; Midi Madagasikara p. 2, Les Nouvelles p.2 ; La Vérité p.3 ; Tia Tanindrazana p.2)**

- **Madagascar Laza** soutient que les députés examineront le projet de Loi sur la CENI proposé par l'Exécutif et celui élaboré par la plate-forme politique ARMADA. (p.2)
- Evoqué dans le discours d'ouverture du Président de l'Assemblée nationale, le cas du député Mara Niarisy a de nouveau été soulevé hier à Tsimbazaza. A ce propos, les parlementaires ont décidé de programmer parmi les sujets à débattre pendant cette session extraordinaire la situation du député d'Ankazoabo-Sud et réclament l'application de l'article 73 de la Constitution, relatif à l'immunité parlementaire. (**L'Express de Madagascar p.9 ; Midi Madagasikara p. 2**). De l'avis de **Madagascar Laza**, l'affaire Mara Niarisy risque de compromettre la relation fragile entre l'Exécutif et le Parlement. En effet, après le cas de Lanto Rakotomanga, celui de l'élu d'Ankazoabo-Sud ouvre une nouvelle fois le débat sur l'immunité parlementaire. (p.2)
- Selon l'ancien ministre de la Fonction publique, Tabera Randriamanantsoa, ce projet de textes sur la CENI s'avère caduc dans la mesure où il a été convenu qu'une seconde consultation des politiciens sera entreprise avant qu'il soit soumis au niveau du Conseil du gouvernement et du Conseil des ministres » (**Les Nouvelles p.2)**
- Les membres du Bureau permanent ne sont pas parvenus à fixer un véritable ordre du jour, jusqu'à hier, annonce **Takoritsika**. Si certains ont effectivement voulu se pencher sur le projet de Loi sur la CENI, d'autres ont cherché à intégrer le Pacte de responsabilité ou le Mémorandum de stabilité dans les sujets à débattre. Même si le projet de loi n'est pas adopté

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



et qu'il y ait autant de perte de temps, les députés n'ont rien à perdre car leurs indemnités de session leur seront toujours dues ! conclut le quotidien. (p.3)

- **Madagascar Matin** considère l'adoption du projet de loi sur la CENI comme l'arrêt de mort de la Chambre Basse. Le quotidien annonce effectivement que la marche forcée pour les élections sénatoriales signifie la dissolution prochaine de l'Assemblée Nationale. Les députés n'ayant aucun moyen de résistance, il est clair que l'Exécutif a décidé de se passer du service de cette institution, soutient le journal. (p.3)

REQUETE EN INTERPRETATION SUR LA DECHEANCE DU PRM, REJETEE PAR LA HCC

Le 30 septembre dernier, la Haute Cour Constitutionnelle a décidé de rejeter la requête en interprétation de l'article 5 de sa décision se rapportant à la déchéance du Président de la République. Pour cause, les députés Andriamitantoa Benjamin, Lova Razafindrafito et Andrianasy Milavonjy, respectivement président des groupes parlementaires TIM, HVM et VPM-MMM, ne sont pas habilités à saisir la HCC. D'autant plus que la Haute Cour n'a pas le pouvoir d'interpréter ses propres décisions. (L'Express de Madagascar p.5 ; Les Nouvelles p.3)

REFONTE DU CONSEIL DE RECONCILIATION MALAGASY

Dans le cadre de l'élaboration du projet de textes régissant la refonte du Conseil de réconciliation Malagasy (FFM), les membres du comité en charge de ladite élaboration ont rencontré le corps diplomatique œuvrant à Madagascar hier. A noter que cette démarche fait suite à la consultation des forces armées. Par ailleurs, le comité soumettra prochainement à l'Exécutif l'avant-projet de Loi sur le nouveau FFM, étant donné que ces textes pourraient être débattus et votés durant la seconde session ordinaire de l'Assemblée Nationale. (L'Express de Madagascar p.5)

- Le Conseil œcuménique des églises chrétiennes de Madagascar (FFKM) s'en tient aux résolutions prises lors des assises nationales pour la réconciliation et affirme que la mise en œuvre de ces résolutions garantira le succès de la réconciliation nationale. (Les Nouvelles p.2)

INCARCERATION DE BEKASY ET OMAR MEKTOUB : RISQUES DE DERIVES TRIBALES

La mise en détention de Bekasy John Frince, présenté comme un « gros bonnet » du trafic de bois de rose a provoqué la levée de boucliers des « Zanak'Avaratra ». Cet opérateur de Sambava s'investit effectivement beaucoup dans le social, à travers l'association « Mahavonjy », qui compte parmi ses membres des notables de la région SAVA. A cet effet, les « Nordistes » se disent contre l'incarcération de Bekasy dans la mesure où d'autres barons du trafic de bois de rose, originaires d'autres provinces, ne sont pas inquiétés. Ainsi, la situation tend à prendre une dimension tribale. La population du Grand Sud-Est n'est pas non plus indifférente à l'emprisonnement de l'ex-député, Omar Mektoub, inculpé pour traite de personnes. Une incarcération qui étonnent les natifs de Mananjary dans la mesure où, en 2004, il avait présenté à l'Assemblée Nationale une proposition de Loi sur la prohibition de la traite et du commerce des enfants. En prenant la défense de l'ancien membre de son staff, le ministre de la Fonction publique et des Lois sociales sous la Transition, Tabera Randriamanantsoa, soutient que « l'envoi de travailleurs en Arabie Saoudite était un programme gouvernemental et a fait l'objet d'une communication en Conseil des ministres. » Il fait également savoir que l'incarcération de Mektoub provoque l'indignation et la colère au sein de la mouvance Zafy Albert et de la tribu des Betsirebaka tout en soutenant que des projets de fomentation de troubles ont été soulevés dernièrement (Midi Madagasikara p.2, Madagascar Laza p. 2-6)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- Une source citée par **Madagascar Laza** informe que l'amende à payer par Bekasy, en raison de son inculpation pour trafic de bois de rose et blanchiment d'argent, s'élève à 214 milliards d'Ariary, conformément à l'article 4 de l'ordonnance 2011-001 du 08 août 2011. Cet article stipule en effet que l'amende est fixée au montant équivalent au double de la valeur commerciale des produits venant de l'infraction. **p.2**

Economie et société

FIN DU DELESTAGE DANS UN MOIS

Le délestage devrait prendre fin à la fin du mois d'octobre. Selon le ministre de l'Energie Horace Gatien, les groupes devant produire les 60 mégawatts d'électricité sont déjà arrivés, à savoir un générateur de 20 mégawatts de la société Aggreko pour renforcer la centrale d'Ambohimambola et un autre d'une puissance de 40 mégawatts de la société AFL Power, en appui de la centrale d'Antanandrano. **L'Express de Madagascar (p.7)**

Style et déontologie

Le nombre de députés ayant voté pour l'adoption de l'ordre du jour de la session extraordinaire diffère d'un quotidien à un autre. En effet, si **L'Express de Madagascar** relate que 67 parlementaires ont adopté l'ordre du jour, **Les Nouvelles** fait plutôt état de 76 députés contre 93, pour **Tia Tanindrazana**.

Format de couverture

Dans son cahier détachable **Reflét**, **Les Nouvelles** focalise l'attention sur la dernière étape du processus électoral de sortie de crise, à savoir la tenue des sénatoriales et le potentiel touristique de Nosy Be, aussi connu sous le nom de l'île aux parfums. **p.16-17**

Un peu d'humour



Les Nouvelles p.2

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :
Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Honorine RAMISARIVELO: misa.ramisarivelo@eces.eu
Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

